

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204754]

**2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 33 à 34bis, modifiés par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 11 avril 2014 et les articles 43 et 43bis;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 31bis à 33bis, modifiés par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'avis n° CD-19a17-CWAPE-1839 de la Commission wallonne pour l'énergie du 18 janvier 2019;

Vu le rapport du 16 avril 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> mars 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle Energie du 20 décembre 2012;

Sur proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes:

1° le numéro EAN du point d'accès;

2° la période couverte par le décompte;

3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci;

4° le montant global de la facture, hors T.V.A. et T.V.A. comprise;

5° sauf pour les clients fournis par un fournisseur social, le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;

6° le numéro de téléphone du service à contacter à tout moment en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau;

7° les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, du service de gestion, de la clientèle ainsi que le délai dans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le client.

8° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux;

9° les coordonnées (adresse, numéro de téléphone, courrier électronique et site internet) du service de médiation de la CWaPE chargé de fournir la liste d'association de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organisme similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie;

10° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, ne peut pas dépasser pas quinze jours. La réponse motivée mentionne si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage le cas échéant en précisant le délai dans lequel une réponse est apportée.

§ 2. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client résidentiel final, une facture de régularisation. Cette facture est établie au plus tard dans les soixante jours suivant la date maximale de transmission au fournisseur des données issues du relevé des compteurs opéré par le gestionnaire de réseau et prévue dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution.

Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif, le gestionnaire de réseau de distribution ajuste, en cas d'index estimés, celui-ci au moyen du dernier index connu au travers du rechargement de la carte du compteur à budget.

En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation. Pour les clients sous compteur à budget, le remboursement du solde est effectué à la demande du client, dans les trente jours de la demande. Lorsqu'un solde positif supérieur à un montant déterminé par la CWaPE en faveur du client sous compteur à budget existe, le fournisseur est tenu d'en informer son client au minimum une fois par an.

§ 3. Dès lors qu'il est mis fin au contrat de fourniture par l'une ou l'autre des parties, une facture de clôture est établie par le fournisseur dans les six semaines après que ce changement a eu lieu. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Si une garantie bancaire ou une autre sûreté au sens de l'article 6, alinéa 3, a été constituée par le client en début de contrat et si l'intégralité des consommations a été payée par le client au moment de la clôture de son contrat, ladite garantie est libérée dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

§ 4. Les factures de régularisation et de clôture à destination des clients résidentiels se limitent à une page recto-verso et les mentions qu'elles contiennent sont organisées par rubriques.

La face recto de la page reprend au minimum les rubriques relatives aux mentions suivantes :

1° l'identification du fournisseur, avec indication de son adresse et de son numéro d'entreprise;

2° l'identification du client, avec son adresse de facturation;

3° le numéro de la facture et sa date;

4° l'identification du contrat et de sa durée, (pour les contrats à durée déterminée complétés avec la date), et, le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social;

5° l'indication des mentions suivantes :

a) le type de facture : régularisation ou clôture, de tout vecteur énergétique concerné par la facture;

b) l'adresse de livraison;

c) la date de début et de fin de la période de relevé, les index correspondants à cette période de relevé en précisant si ceux-ci sont estimés ou non lorsque cette information relative au caractère estimé de l'index a été fournie par le gestionnaire de réseau de distribution, la consommation, le cas échéant décliné selon le type de comptage (jour/nuît, exclusif nuit), le nombre de jours couverts par le relevé et la consommation totale par vecteur énergétique;

6° le montant total qui est dû pour la période relevée, le total des acomptes facturés et le solde à payer ou à rembourser;

7° le montant du nouvel acompte qui est facturé et la prochaine date d'échéance de cet acompte, sauf si le client dispose d'un compteur à budget actif;

8° les coordonnées du service clientèle du fournisseur dont le numéro de téléphone et le courriel;

9° le nom et le numéro de téléphone du gestionnaire de réseau de distribution que le consommateur peut contacter en cas de panne ou d'odeur de gaz;

10° le cas échéant, l'adresse internet de la zone client digitale sur laquelle le consommateur peut retrouver plus de renseignements concernant son contrat et sa facture ainsi que la mention que le client peut demander la version papier de ces renseignements à son fournisseur sans frais.

Concernant l'alinéa 2, 4°, lorsque le tarif social n'est pas valable pour l'ensemble de la période couverte par la facture, la facture précise la période exacte pour laquelle ce tarif est valable. La mention portant sur l'identification du contrat et de sa durée ne s'applique pas en cas de fournisseur social.

Concernant l'alinéa 2, 6°, pour chaque montant, la facture précise :

1° le montant hors T.V.A., le montant de la T.V.A. et le montant T.V.A. comprise;

2° la date limite pour le paiement ou le remboursement;

3° le numéro de compte vers lequel le paiement ou le remboursement est effectué;

4° la communication structurée à indiquer pour le paiement;

5° les modalités de paiement : virement ou domiciliation.

La face verso de la page reprend au minimum les rubriques relatives aux mentions suivantes :

1° le numéro EAN et le numéro du compteur du point d'accès;

2° la dénomination précise du contrat de fourniture avec un renvoi vers la zone client digitale ou vers une annexe de la facture pour plus d'informations;

3° les coordonnées du service de médiation pour l'énergie dont l'adresse, le numéro de téléphone, le site web et le courriel;

4° les montants des différentes composantes de la facture suivantes :

a) la composante énergie;

b) la composante distribution;

c) la composante transport;

d) la composante taxe et surcharge;

5° la mention qu'il est possible que certains acomptes déjà facturés ne soient pas encore payés, sauf pour les clients disposant d'un compteur à budget;

6° les sources d'énergie primaire utilisées, sur une base annuelle, pour produire l'électricité fournie, présentées sous forme de graphique ou de pourcentage par produit faisant l'objet du contrat de fourniture et pour l'ensemble de la fourniture du fournisseur;

7° un aperçu comparatif de la consommation du client;

8° le renvoi vers le site internet de l'Administration permettant d'obtenir des sources d'informations publiques concernant les conséquences environnementales de l'énergie;

9° sauf pour les clients facturés au tarif social, l'adresse internet de la page du site de la CREG sur laquelle le consommateur peut comparer son contrat avec les offres des différents fournisseurs d'énergie, ainsi que l'adresse internet du simulateur tarifaire de la CWaPE;

10° la possibilité, en cas de difficulté de paiement, de faire appel au CPAS ou à des associations sociales.

Concernant l'alinéa 5, 4°, pour chaque composante, il est précisé le montant hors T.V.A., le montant de la T.V.A. et le montant T.V.A. comprise.

Concernant l'alinéa 5, 7°, l'aperçu comparatif reprend au minimum les données de la période décomptée et des deux périodes antérieures, dans la mesure où le client final était effectivement fourni par ce fournisseur, agrégées sur base annuelle. Cet aperçu peut être présenté sous forme de graphique. ».

**Art. 2.** L'article 7bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7bis. § 1<sup>er</sup>. Sur simple demande, tout client résidentiel peut obtenir de son fournisseur plus de détail sur sa facture. Le client peut demander ces informations pour la facture en cours ainsi que pour celles à venir. Son fournisseur lui envoie, sans frais et dans un délai de cinq jours, un courrier contenant une annexe comprenant au minimum l'ensemble des mentions suivantes :

1° le nombre de kWh consommé sur la période couverte par le décompte, en précisant si celui-ci a été estimé ou non lorsque cette information relative au caractère estimé de l'index a été fournie par le gestionnaire de réseau de distribution, par produit faisant l'objet du contrat de fourniture, pendant la période couverte, le cas échéant, par tranche horaire;

2° le prix, hors T.V.A., du kW/kWh fourni, par produit faisant l'objet du contrat de fourniture, le cas échéant par tranche horaire;

3° la valeur des éventuels paramètres d'indexation;

4° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de transport, hors T.V.A.;

5° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de distribution, hors T.V.A.;

6° le coût au kWh et le coût total facturés, le cas échéant, pour les certificats verts, hors T.V.A.;

7° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A.;

8° le prix total du kWh comprenant les éléments visés aux 2°, 4°, 5°, 6° et 7°, hors T.V.A.;

9° le montant global de la facture, hors T.V.A. et T.V.A. comprise;

10° les coordonnées du service contentieux;

11° dans le cas de clients équipés de compteur à budget, la date des chargements et les montants chargés au cours de la période;

12° les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai dans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le client;

13° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultations des régulateurs régionaux, ou à défaut, celui établi par la CWaPE;

14° les coordonnées (adresse, numéro de téléphone, courrier électronique et site internet) du service de médiation de la CWaPE chargé de fournir la liste d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie;

15° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social ainsi que les périodes pour lesquelles le tarif social est d'application;

16° le bilan récapitulatif prévu à l'article 11.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, le coût est identifié spécifiquement et ne peut en aucun cas être compris dans le poste relatif aux taxes et redevances.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 12°, le délai ne peut pas dépasser dix jours. La réponse motivée mentionne si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage le cas échéant en précisant le délai dans lequel une réponse peut être apportée.

§ 2. Les factures établies par le fournisseur social sont systématiquement accompagnées de l'annexe visée au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 3.** Au même arrêté, il est inséré un article 7ter, rédigé comme suit :

« Art. 7ter. Après concertation des fournisseurs et gestionnaires de réseau de distribution, la CWaPE peut proposer au Ministre d'adapter la mention visée à l'article 7, paragraphe 4, alinéa 5, 4°. ».

**Art. 4.** Dans l'article 11 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client résidentiel final, un bilan récapitulatif. Ce bilan fournit au client un outil d'analyse des consommations énergétiques et reprend la consommation des douze mois précédant le relevé. ».

**Art. 5.** A l'article 27, § 2bis, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les mots « et § 2 » sont chaque fois insérés entre les mots « l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 2°, » et les mots « du décret ».

**Art. 6.** À l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, la faculté de leur demander le placement gratuit d'un compteur à budget, ainsi que les coordonnées de ces organismes; »;

2° le 3° est supprimé.

**Art. 7.** A l'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, le mot « soit » est inséré entre les mots « 100 euros au minimum et » et les mots « lorsqu'un client est déclaré » et les mots « ou qu'il n'a pas » sont remplacés par les mots « soit lorsqu'il n'a pas ».

**Art. 8.** A l'article 37ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les dix jours de » sont remplacés par les mots « Suite à »;

2° à l'alinéa 3, le mot « Le » est remplacé par les mots « Dans les dix jours suivant l'échéance de la mise en demeure visée à l'article 30, le ».

**Art. 9.** L'article 43 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 février 2008 et 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. Avant le 31 mars de chaque année, les fournisseurs et les gestionnaires de réseau transmettent à la CWaPE un rapport reprenant les données agrégées qui sont nécessaires à l'exécution des missions de cette dernière. La liste et la définition de ces données, ainsi que le modèle de rapport à utiliser sont établis par la CWaPE après consultation des fournisseurs et des gestionnaires de réseau et sont communiqués aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux au minimum six mois avant la date ultime de remise du rapport par ceux-ci, à défaut d'un autre accord entre la CWaPE et les fournisseurs et gestionnaires de réseau quant au délai. En matière de Protection des données, la CWaPE est responsable des données à caractère personnel qu'elle traite dans l'exécution de ses missions et pourra les conserver durant un maximum de 10 ans. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

**Art. 10.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes:

- 1° le numéro EAN du point d'accès;
- 2° la période couverte par le décompte;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci;
- 4° le montant global de la facture, hors T.V.A. et T.V.A. comprise;
- 5° Sauf pour les clients fournis par un fournisseur social, le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;
- 6° le numéro de téléphone du service à contacter à tout moment en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau;
- 7° les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai dans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le client;
- 8° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux;
- 9° les coordonnées (adresse, numéro de téléphone, courrier électronique et site internet) du service de médiation de la CWaPE chargé de fournir la liste d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie;
- 10° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, ne peut pas dépasser pas quinze jours. La réponse motivée mentionne si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage le cas échéant en précisant le délai dans lequel une réponse est apportée.

§ 2. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client résidentiel final, une facture de régularisation. Cette facture est établie au plus tard dans les soixante jours suivant la date maximale de transmission au fournisseur des données issues du relevé des compteurs opéré par le gestionnaire de réseau et prévue dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution.

Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif, le gestionnaire de réseau de distribution ajuste, en cas d'index estimés, celui-ci au moyen du dernier index connu au travers du rechargement de la carte du compteur à budget.

En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation. Pour les clients sous compteur à budget, le remboursement du solde est effectué à la demande du client, dans les trente jours. Lorsqu'un solde positif supérieur à un montant déterminé par la CWaPE en faveur du client sous compteur à budget existe, le fournisseur est tenu d'en informer son client au minimum une fois par an.

§ 3. Dès lors qu'il est mis fin au contrat de fourniture par l'une ou l'autre des parties, une facture de clôture est établie par le fournisseur dans les six semaines après que ce changement a eu lieu. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Si une garantie bancaire ou une autre sûreté au sens de l'article 6, alinéa 3, a été constituée par le client en début de contrat et si l'intégralité des consommations a été payée par le client au moment de la clôture de son contrat, ladite garantie est libérée dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

§ 4. Les factures de régularisation et de clôture à destination des clients résidentiels se limitent à une page recto-verso, et les mentions qu'elles contiennent sont organisées par rubriques.

La face recto de la page reprend au minimum les rubriques relatives aux mentions suivantes :

- 1° l'identification du fournisseur, avec indication de son adresse et de son numéro d'entreprise;
- 2° l'identification du client, avec son adresse de facturation
- 3° le numéro de la facture et sa date;
- 4° l'identification du contrat et de sa durée (pour les contrats à durée déterminée complétés avec la date), et, le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social;
- 5° l'indication des mentions suivantes :
  - a) le type de facture : régularisation ou clôture, de tout vecteur énergétique concerné par la facture;
  - b) l'adresse de livraison;

c) la date de début et de fin de la période de relevé, les index correspondants à cette période de relevé en précisant si ceux-ci sont estimés ou non lorsque cette information relative au caractère estimé de l'index a été fournie par le gestionnaire de réseau de distribution, la consommation, le cas échéant décliné selon le type de comptage (jour/nuit, exclusif nuit), le nombre de jours couverts par le relevé et la consommation totale par vecteur énergétique;

6° le montant total qui est dû pour la période relevée, le total des acomptes facturés et le solde à payer ou à rembourser;

7° le montant du nouvel acompte qui est facturé et la prochaine date d'échéance de cet acompte, sauf si le client dispose d'un compteur à budget actif;

8° les coordonnées du service clientèle du fournisseur dont le numéro de téléphone et le courriel;

9° le nom et le numéro de téléphone du gestionnaire de réseau de distribution que le consommateur peut contacter en cas de panne ou d'odeur de gaz;

10° le cas échéant, l'adresse internet de la zone client digitale sur laquelle le consommateur peut retrouver plus de renseignements concernant son contrat et sa facture ainsi que la mention que le client peut demander la version papier de ces renseignements à son fournisseur sans frais.

Concernant l'alinéa 2, 4°, lorsque le tarif social n'est pas valable pour l'ensemble de la période couverte par la facture, celle-ci précise la période exacte pour laquelle ce tarif est valable. La mention portant sur l'identification du contrat et de sa durée ne s'applique pas en cas de fournisseur social;

Concernant l'alinéa 2, 6°, pour chaque montant, la facture précise :

1° le montant hors T.V.A., le montant de la T.V.A. et le montant T.V.A. comprise;

2° la date limite pour le paiement ou le remboursement;

3° le numéro de compte vers lequel le paiement ou le remboursement est effectué;

4° la communication structurée à indiquer pour le paiement;

5° les modalités de paiement : virement ou domiciliation.

La face verso de la page reprend au minimum les rubriques relatives aux mentions suivantes :

1° le numéro EAN et le numéro du compteur du point d'accès;

2° la dénomination précise du contrat de fourniture avec un renvoi vers la zone client digitale ou vers une annexe de la facture pour plus d'informations;

3° les coordonnées du service de médiation pour l'énergie dont l'adresse, le numéro de téléphone, le site web et le courriel;

4° les montants des différentes composantes de la facture suivantes :

a) la composante énergie;

b) la composante distribution;

c) la composante transport;

d) la composante taxe et surcharge;

5° la mention qu'il est possible que certains acomptes déjà facturés ne soient pas encore payés, sauf pour les clients disposant d'un compteur à budget;

6° un aperçu comparatif de la consommation du client;

7° le renvoi vers le site internet de l'Administration permettant d'obtenir des sources d'information publiques concernant les conséquences environnementales de l'énergie;

8° sauf pour les clients facturés au tarif social, l'adresse internet de la page du site de la CREG sur laquelle le consommateur peut comparer son contrat avec les offres des différents fournisseurs d'énergie, ainsi que l'adresse internet du simulateur tarifaire de la CWaPE;

9° la possibilité, en cas de difficulté de paiement, de faire appel au CPAS ou à des associations sociales.

Concernant l'alinéa 5, 4°, pour chaque composante, il est précisé le montant hors T.V.A., le montant de la T.V.A. et le montant T.V.A. comprise.

Concernant l'alinéa 5, 6°, l'aperçu comparatif reprend au minimum les données de la période décomptée et des deux périodes antérieures, dans la mesure où le client final était effectivement fourni par ce fournisseur, agrégées sur base annuelle. Cet aperçu peut être présenté sous forme de graphique. ».

**Art. 11.** L'article 7bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7bis. § 1<sup>er</sup>. Sur simple demande, tout client résidentiel peut obtenir de son fournisseur plus de détail sur sa facture. Le client peut demander ces informations pour la facture en cours ainsi que pour celles à venir. Son fournisseur lui envoie, sans frais et dans un délai de cinq jours, un courrier contenant une annexe comprenant au minimum l'ensemble des mentions suivantes :

1° le nombre de kWh consommé sur la période couverte par le décompte, en précisant si celui-ci a été estimé ou non lorsque cette information relative au caractère estimé de l'index a été fournie par le gestionnaire de réseau de distribution, par produit faisant l'objet du contrat de fourniture, pendant la période couverte, le cas échéant, par tranche horaire;

2° le prix, hors T.V.A., du kW/kWh fourni, par produit faisant l'objet du contrat de fourniture, le cas échéant par tranche horaire;

3° la valeur des éventuels paramètres d'indexation;

4° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de transport, hors T.V.A.;

5° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de distribution, hors T.V.A.;

6° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A.;

7° le prix total du kWh comprenant les éléments visés aux 2°, 4°, 5° et 7°, hors T.V.A.;

8° le montant global de la facture, hors T.V.A. et T.V.A. comprise;

9° les coordonnées du service contentieux;

10° dans le cas de clients équipés de compteur à budget, la date des chargements et les montants chargés au cours de la période.

11° les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai dans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le client;

12° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultations des régulateurs régionaux, ou à défaut, celui établi par la CWaPE;

13° les coordonnées (adresse postale et électronique, numéro de téléphone, et site internet) du service de médiation de la CWaPE chargé de fournir la liste d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie;

14° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social ainsi que les périodes pour lesquelles le tarif social est d'application;

15° le bilan récapitulatif prévu à l'article 11.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, le délai ne peut dépasser dix jours. La réponse motivée mentionne si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage le cas échéant en précisant le délai dans lequel une réponse peut être apportée.

§ 2. Les factures établies par le fournisseur social sont systématiquement accompagnées de l'annexe visée au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 12.** Au même arrêté, il est inséré un article 7<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 7<sup>ter</sup>. Après concertation des fournisseurs et gestionnaires de réseau de distribution, la CWaPE peut proposer au Ministre d'adapter la mention visée à l'article 7, paragraphe 4, alinéa 5, 4°. ».

**Art. 13.** Dans l'article 11 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client résidentiel final, un bilan récapitulatif. Ce bilan fournit au client un outil d'analyse des consommations énergétiques et reprend la consommation des douze mois précédant le relevé. ».

**Art. 14.** A l'article 31, § 1<sup>bis</sup>, du même arrêté, les mots « et § 2 » sont chaque fois insérés entre les mots « l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 2°, » et les mots « du décret ».

**Art. 15.** À l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, la faculté de leur demander le placement gratuit d'un compteur à budget, ainsi que les coordonnées de ces organismes »;

2° le 3° est supprimé.

**Art. 16.** A l'article 34 du même arrêté, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, le mot « soit » est inséré entre les mots « 100 euros au minimum et » et les mots « lorsqu'un client est déclaré » et les mots « ou qu'il n'a pas » sont remplacés par les mots « soit lorsqu'il n'a pas ».

**Art. 17.** A l'article 40 du même arrêté, un nouvel alinéa 1<sup>er</sup> est introduit, rédigé comme suit : « La fourniture du client protégé sous compteur à budget est assurée par le gestionnaire du réseau de distribution. ».

**Art. 18.** A l'article 40<sup>bis</sup>/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2008 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les dix jours de » sont remplacés par les mots « Suite à »;

2° à l'alinéa 3, le mot « Le » est remplacé par les mots « Dans les dix jours suivant l'échéance de la mise en demeure visée à l'article 30, le ».

**Art. 19.** A l'article 40<sup>quinquies</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018, les mots « dix mois » sont remplacés par les mots « treize mois ».

**Art. 20.** L'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Avant le 31 mars de chaque année, les fournisseurs et les gestionnaires de réseau transmettent à la CWaPE un rapport reprenant les données agrégées qui sont nécessaires à l'exécution des missions de cette dernière. La liste et la définition de ces données, ainsi que le modèle de rapport à utiliser sont établis par la CWaPE après consultation des fournisseurs et des gestionnaires de réseau et sont communiqués aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux au minimum six mois avant la date ultime de remise du rapport par ceux-ci, à défaut d'un autre accord entre la CWaPE et les fournisseurs et gestionnaires de réseau quant au délai. En matière de Protection des données, la CWaPE est responsable des données à caractère personnel qu'elle traite dans l'exécution de ses missions et pourra les conserver durant un maximum de 10 ans. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 10, 11, 12 et 13 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Art. 22.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 2 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204754]

**2. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 33 bis 34*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 11. April 2014, und Artikel 43 und 43*bis*;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 31*bis* 33*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund der Stellungnahme Nr. CD-19a17-CWaPE-1839 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie") (CWaPE) vom 18. Januar 2019;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 16. April 2019;

Aufgrund des am 1. März 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 20. Dezember 2012 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt**

**Artikel 1** - Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 7 - § 1. Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, enthalten mindestens die folgenden Angaben:

1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;

2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;

3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;

4° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne und mit MwSt.;

5° außer für die Kunden, die durch einen sozialen Versorger beliefert werden, die Kosten des administrativen Verfahrens bei verspäteter Zahlung sowie die Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

6° die Telefonnummer der ununterbrochen zu jeder Zeit erreichbaren Dienststelle im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne;

7° die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer, sowie die Frist, innerhalb derer jeder vom Kunden gestellten Anfrage eine Antwort gegeben wird.

8° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail-Adresse der Abteilung des Stromversorgers, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars.

9° die Kontaktdaten (Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Webseite) des Ombudsdienstes der CWaPE, der damit beauftragt ist, die Liste der Endverbraucherschutzverbände, Energieagenturen und ähnlichen Einrichtungen mitzuteilen, an die man sich richten kann, um Informationen über die Rechte der Verbraucher, die bestehenden Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz, die Endverbraucher-Vergleichsprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte zu erhalten;

10° ggf. den Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.

Die in Absatz 1 Ziffer 7 erwähnte Frist darf fünfzehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird angegeben, ob die Anfrage berechtigt ist oder nicht, oder ob sie ggf. weiter untersucht wird, wobei die Frist präzisiert wird, innerhalb derer eine Antwort gegeben wird.

§ 2. Der Stromversorger erstellt mindestens einmal im Jahre eine Endabrechnung für jeden Haushaltsendkunden. Diese Rechnung muss spätestens sechzig Tage nach dem letzten Termin für die Übergabe an den Stromversorger der Daten aus dem Ablesen der Zähler durch den Netzbetreiber gemäß der technischen Regelung für die Verwaltung der Verteilernetze erstellt werden.

Für die Kunden, die über einen aktiven Budgetmesszähler verfügen, und deren Zählerstand geschätzt wird, passt der Betreiber des Verteilernetzes diesen Zähler aufgrund des letzten bekannten Zählerstandes durch das Wiederaufladen der Karte des Budgetmesszählers an.

Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Endabrechnung. Für die mit einem Budgetmesszähler versehenen Kunden erfolgt die Rückzahlung des Saldos auf Antrag des Kunden binnen dreißig Tagen nach diesem Antrag. Wenn es einen positiven Saldo zugunsten eines mit einem Budgetmesszähler versehenen Kunden gibt, und dieser einen von der CWaPE bestimmten Betrag überschreitet, ist der Stromversorger verpflichtet, seinen Kunden mindestens einmal im Jahre darüber zu informieren.

§ 3. Sobald die eine oder andere Vertragspartei den Liefervertrag kündigt, erstellt der Stromversorger eine Schlussrechnung binnen sechs Wochen nach dieser Änderung. Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung.

Wenn der Kunde zu Beginn seines Vertrages eine Bankgarantie oder eine andere Sicherheit im Sinne des Artikels 6 Absatz 3 hinterlegt hat und der gesamte Verbrauch zum Zeitpunkt der Beendigung seines Vertrages durch den Kunden beglichen wurde, muss diese Garantie innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung freigegeben werden.

§ 4. Die für Haushaltskunden bestimmten Endabrechnungen und Schlussrechnungen sind auf ein beidseitig bedrucktes Blatt beschränkt, und die Angaben, die sie enthalten, sind nach Rubriken gegliedert.

Auf der Vorderseite des Blatts stehen mindestens die Rubriken in Bezug auf die folgenden Angaben:

1° Angaben zum Versorger, einschließlich seiner Anschrift und Unternehmensnummer;

2° Angaben zum Kunden, einschließlich der Rechnungsanschrift;

3° Rechnungsnummer und -datum;

4° Angaben zum Vertrag und dessen Dauer (genaue Fristen für die Verträge auf bestimmte Dauer), und gegebenenfalls die Angabe, dass die Fakturierung auf der Grundlage des Sozialtarifs erfolgt;

5° die folgenden Angaben:

a) Art der Rechnung: Endabrechnung oder Schlussrechnung für jeden von der Rechnung betroffenen Energieträger;

b) Lieferanschrift;

c) Datum und Ende des von der Zählerablesung betroffenen Zeitraums; die Zählerstände, die diesem Zeitraum entsprechen, mit der Angabe, ob es sich um eingeschätzte Zählerstände handelt oder nicht, wenn die Information in Bezug auf die Einschätzung des Zählerstands vom Verteilernetzbetreiber mitgeteilt wurde; Verbrauch, ggf. unter Angabe des jeweiligen Zählverfahrens (Tag/Nacht, ausschließlich Nacht); die Anzahl Tage, die von der Zählung abgedeckt werden; der Gesamtverbrauch je Energieträger;

6° Gesamtbetrag, der für den von der Zählerablesung betroffenen Zeitraum geschuldet wird, Gesamtbetrag der in Rechnung gestellten Anzahlungen, und noch zu zahlender oder zu erstattender Restbetrag;

7° Betrag der neuen Anzahlung, die in Rechnung gestellt wird, und nächste Fälligkeitsfrist für diese Anzahlung, außer wenn der Kunde um einen aktiven Budgetmesszähler verfügt;

8° Angaben zum Kundendienst des Versorgers, einschließlich der Rufnummer und E-Mail-Adresse;

9° Name und Rufnummer des Verteilernetzbetreibers, mit dem der Verbraucher im Falle einer Panne oder eines Gasgeruchs Kontakt aufnehmen kann;

10° ggf. Webseite der digitalen Kundenzone, wo dem Verbraucher weitere Auskünfte zu seinem Vertrag und seiner Rechnung zur Verfügung stehen, sowie der Vermerk, dass der Kunde bei seinem Versorger eine kostenlose Papierversion dieser Auskünfte beantragen kann.

Wenn der Sozialtarif in Bezug auf Absatz 2 Ziffer 4 nicht für den gesamten von der Rechnung gedeckten Zeitraum gültig ist, wird der genaue Zeitraum, für den dieser Sozialtarif gültig ist, in der Rechnung angegeben. Die Angaben zum Vertrag und dessen Dauer sind im Falle eines sozialen Versorgers nicht anwendbar.

In Bezug auf Absatz 2 Ziffer 6 werden in der Rechnung für jeden Betrag die folgenden Angaben angeführt:

1° der Betrag ohne MwSt., der Betrag der MwSt. und der Betrag mit MwSt.;

2° die äußerste Frist für die Zahlung oder Rückzahlung;

3° die Kontonummer, auf die die Zahlung oder Rückzahlung erfolgt;

4° die strukturierte Mitteilung, die bei der Zahlung anzugeben ist;

5° die Zahlungsmodalitäten: Überweisung oder Lastschriftauftrag.

Auf der Hinterseite des Blatts stehen mindestens die Rubriken in Bezug auf die folgenden Angaben:

1° die EAN-Nummer und die Zählernummer der Zugangsstelle;



2° die genaue Bezeichnung des Liefervertrags mit einem Bezug auf die digitale Kundenzone oder auf einen Anhang zur Rechnung, wo weitere Auskünfte verfügbar sind;

3° die Bezugsdaten des Ombudsdienstes in Sachen Energie, einschließlich der Anschrift, der Rufnummer, der Webseite und der E-Mail-Adresse;

4° die Beträge der nachstehenden Rechnungskomponenten:

a) Komponente Energie;

b) Komponente Verteilung;

c) Komponente Übertragung;

d) Komponente Steuern und Tarifaufschlag;

5° der Vermerk, dass es möglich ist, dass bestimmte bereits fakturierte Anzahlungen noch nicht gezahlt sind, außer für die Kunden, die über einen Budgetmesszähler verfügen;

6° die auf Jahresbasis verwendeten Primärenergiequellen, um den gelieferten Strom zu erzeugen, als Graphik oder in Prozentsatz dargestellt für jedes Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist, sowie für die Gesamtheit des Lieferumfangs des Versorgers;

7° eine vergleichende Übersicht des Stromverbrauchs des Kunden;

8° der Bezug auf die Webseite der Verwaltung, wo öffentliche Informationsquellen über die Umweltfolgen des Energieverbrauchs verfügbar sind;

9° unter Ausschluss der Kunden, deren Rechnungen zum Sozialtarif erstellt werden, die Webseite der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission ("CREG"), auf welcher der Verbraucher seinen Vertrag mit den Angeboten der verschiedenen Energieversorger vergleichen kann, sowie die Webseite des Tarifsimulators der CWaPE;

10° der Hinweis auf die Möglichkeit, bei Zahlungsschwierigkeiten das Öffentliche Sozialhilfzentrum oder Sozialhilfvereinigungen heranzuziehen.

In Bezug auf Absatz 5 Ziffer 4 wird für jede Komponente der Betrag ohne MwSt., der Betrag der MwSt. und der Betrag mit MwSt. angegeben.

In Bezug auf Absatz 5 Ziffer 7 enthält die vergleichende Übersicht mindestens die Daten betreffend die Periode, die Gegenstand der Abrechnung ist, sowie die auf Jahresbasis zusammengefassten Daten betreffend die zwei davorstehenden Perioden, sofern der Endverbraucher tatsächlich von diesem Versorger beliefert worden ist. Diese Übersicht kann in Form einer Graphik dargestellt werden."

**Art. 2** - Artikel *7bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. *7bis* - § 1. Auf einfache Anfrage kann jeder Haushaltskunde von seinem Versorger weitere Auskünfte über seine Rechnung erhalten. Der Kunde kann diese Informationen für die laufende Rechnung sowie für die künftigen Rechnungen verlangen. Sein Versorger schickt ihm kostenlos und binnen fünf Tagen ein Schreiben mit einem Anhang zu, der mindestens alle nachstehenden Angaben enthält:

1° die Anzahl der während der Periode, die Gegenstand der Abrechnung ist, verbrauchten kWh pro Produkt während der abgedeckten Periode, ggf. pro Zeiteinheit, wobei angegeben wird, ob sich diese Abrechnung aus einer Einschätzung ergibt oder nicht, wenn diese Information über die Einschätzung des Zählerstands vom Verteilernetzbetreiber mitgeteilt worden ist;

2° den Preis exkl. MwSt. des gelieferten kW / kWh pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist, ggf. pro Zeiteinheit;

3° den Wert der etwaigen Indexierungsparameter;

4° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Übertragungsnetz, ohne MwSt.;

5° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Verteilernetz, ohne MwSt.;

6° die Kosten pro kWh und gegebenenfalls die berechneten Gesamtkosten für die grünen Zertifikate, ohne MwSt.;

7° den Betrag pro kWh und den Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Stromversorgung belasten, ohne MwSt.;

8° den Gesamtpreis des kWh, einschließlich der unter Ziffer 2, 4, 5, 6° und 7 erwähnten Elemente, ohne MwSt.;

9° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt. und mit MwSt.;

10° die Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

11° bei Kunden, die über einen Budgetmesszähler verfügen, die Tage, an denen dieser aufgeladen wurde, und die entsprechenden Beträge im Laufe der Periode;

12° die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer, sowie die Frist, innerhalb derer jeder vom Kunden gestellten Anfrage eine Antwort gegeben wird;

13° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail-Adresse der Abteilung des Stromversorgers, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie eines von der CWaPE ggf. nach Stellungnahme der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars;

14° die Kontaktdaten (Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Webseite) des Ombudsdienstes der CWaPE, der damit beauftragt ist, die Liste der Endverbraucherschutzverbände, Energieagenturen und ähnlichen Einrichtungen mitzuteilen, an die man sich richten kann, um Informationen über die Rechte der Verbraucher, die bestehenden Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz, die Endverbraucher-Vergleichsprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte zu erhalten;

15° ggf. die Angabe, dass die Fakturierung auf der Grundlage des Sozialtarifs erfolgt, sowie die Perioden, für welche der Sozialtarif anwendbar ist;

16° die Übersichtsbilanz im Sinne von Artikel 11.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 6 werden die Kosten genau berechnet und können nicht mit den Kosten für Steuern und Gebühren verrechnet werden.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 12 darf die Frist zehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird angegeben, ob die Anfrage berechtigt ist oder nicht, oder ob sie ggf. weiter untersucht wird, wobei die Frist präzisiert wird, innerhalb derer eine Antwort gegeben werden kann.

§ 2. Den vom sozialen Versorger erstellten Rechnungen wird systematisch der Anhang nach Paragraph 1 beigelegt.“

**Art. 3** - In denselben Erlass wird ein Artikel 7ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 7ter - Nach Absprache mit den Stromversorgern und Verteilernetzbetreibern kann die CWaPE dem Minister vorschlagen, die Angabe nach Artikel 7 Paragraph 4 Absatz 5 Ziffer 4 anzupassen.“.

**Art. 4** - In Art. 11 desselben Erlasses wird Paragraph 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“ § 1. Mindestens einmal im Jahr erstellt der Versorger für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese Bilanz bietet dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs und übernimmt den Verbrauch der letzten zwölf Monate vor der Zählerablesung.“.

**Art. 5** - In Artikel 27 § 2bis desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 werden die Wörter “Artikel 33 § 1 Ziffer 2 des Dekrets“ jeweils durch “Artikel 33 § 1 Ziffer 2 und § 2 des Dekrets“ ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 29 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: “2° die Möglichkeit, das Öffentliche Sozialhilfezentrum oder einen anerkannten Schuldvermittler einzuschalten, die Möglichkeit, bei Letzteren die kostenlose Einrichtung eines Budgetmesszählers zu beantragen, sowie die Kontaktdaten dieser Einrichtungen;“;

2° die Ziffer 3 wird gestrichen.

**Art. 7** - Artikel 31 § 1 erster Satz desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch folgenden Satz ersetzt: “Für einen Schuldbetrag von mindestens 100 Euro und entweder wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird, oder wenn er sich an einen zumutbaren Zahlungsplan oder an ein neues Fälligkeitsdatum nicht gehalten hat, sendet der Versorger gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes dem Netzbetreiber einen Antrag zur Installation eines Budgetmesszählers bei dem Kunden zu“.

**Art. 8** - In Artikel 37ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Nach der in Artikel 30 genannten Mahnung kann der Kunde das Verfahren zur Installation oder Aktivierung des Budgetmesszählers anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie anrufen.“

2° Absatz 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Binnen zehn Tagen nach dem Fälligkeitsdatum der in Artikel 30 genannten Mahnung kann der regionale Mediationsdienst für Energie das Verfahren zur Installation des Budgetmesszählers aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes und dem ÖSHZ zu ermöglichen“.

**Art. 9** - Artikel 43 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 und 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 43 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermitteln die Stromversorger und die Netzbetreiber der CWaPE einen Bericht mit allen zusammengefassten Angaben, die zur Wahrnehmung der Aufgaben der Letztgenannten erforderlich sind. Die Liste und die Definition dieser Angaben sowie das Muster des zu benutzenden Berichts werden von der CWaPE nach Stellungnahme der Stromversorger und Netzbetreiber aufgestellt; sie werden den Stromversorgern und Netzbetreibern mindestens sechs Monate vor der äußersten Frist der Übergabe des Berichts durch Letztere übermittelt, es sei denn es ist zwischen der CWaPE und den Stromversorgern und Netzbetreibern eine andere Vereinbarung zustande gekommen. Hinsichtlich des Datenschutzes haftet die CWaPE für die von ihr im Rahmen der Durchführung ihrer Aufgaben verarbeiteten personenbezogenen Daten; sie kann diese Daten während höchstens 10 Jahren aufbewahren.“.

#### *KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt*

**Art. 10** - Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, enthalten mindestens die folgenden Angaben:

1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;

2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;

3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;

4° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt. und mit MwSt.;

5° außer für die Kunden, die durch einen sozialen Versorger beliefert werden, die Kosten des administrativen Verfahrens bei verspäteter Zahlung sowie die Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

6° die Telefonnummer der ununterbrochen zu jeder Zeit erreichbaren Dienststelle im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne;

7° die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer, sowie die Frist, innerhalb derer jeder vom Kunden gestellten Anfrage eine Antwort gegeben wird;

8° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail-Adresse der Abteilung des Gasversorgers, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars;

9° die Kontaktdaten (Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Webseite) des Ombudsdienstes der CWaPE, der damit beauftragt ist, die Liste der Endverbraucherschutzverbände, Energieagenturen und ähnlichen Einrichtungen mitzuteilen, an die man sich richten kann, um Informationen über die Rechte der Verbraucher, die bestehenden Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz, die Endverbraucher-Vergleichsprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte zu erhalten;

10° ggf. den Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.

Die in Absatz 1 Ziffer 7 erwähnte Frist darf fünfzehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird angegeben, ob die Anfrage berechtigt ist oder nicht, oder ob sie ggf. weiter untersucht wird, wobei die Frist präzisiert wird, innerhalb derer eine Antwort gegeben wird.

§ 2. Der Gasversorger erstellt mindestens einmal im Jahre eine Endabrechnung für jeden Haushaltsendkunden. Diese Rechnung muss spätestens sechzig Tage nach dem letzten Termin für die Übergabe an den Gasversorger der Daten aus dem Ablesen der Zähler durch den Netzbetreiber gemäß der technischen Regelung für die Verwaltung der Verteilernetze erstellt werden.

Für die Kunden, die über einen aktiven Budgetmesszähler verfügen, und deren Zählerstand geschätzt wird, passt der Betreiber des Verteilernetzes diesen Zähler aufgrund des letzten bekannten Zählerstandes durch das Wiederaufladen der Karte des Budgetmesszählers an.

Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Endabrechnung. Für die mit einem Budgetmesszähler versehenen Kunden erfolgt die Rückzahlung des Saldos auf Antrag des Kunden binnen dreißig Tagen. Wenn es einen positiven Saldo zugunsten eines mit einem Budgetmesszähler versehenen Kunden gibt, und dieser einen von der CWaPE bestimmten Betrag überschreitet, ist der Gasversorger verpflichtet, seinen Kunden mindestens einmal im Jahre darüber zu informieren.

§ 3. Sobald die eine oder andere Vertragspartei den Liefervertrag kündigt, erstellt der Gasversorger eine Schlussrechnung binnen sechs Wochen nach dieser Änderung. Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung.

Wenn der Kunde zu Beginn seines Vertrages eine Bankgarantie oder eine andere Sicherheit im Sinne des Artikels 6 Absatz 3 hinterlegt hat und der gesamte Verbrauch zum Zeitpunkt der Beendigung seines Vertrages durch den Kunden beglichen wurde, muss diese Garantie innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung freigegeben werden.

§ 4. Die für Haushaltskunden bestimmten Endabrechnungen und Schlussrechnungen sind auf ein beidseitig bedrucktes Blatt beschränkt, und die Angaben, die sie enthalten, sind nach Rubriken gegliedert.

Auf der Vorderseite des Blatts stehen mindestens die Rubriken in Bezug auf die folgenden Angaben:

1° Angaben zum Versorger, einschließlich seiner Anschrift und Unternehmensnummer;

2° Angaben zum Kunden, einschließlich der Rechnungsanschrift;

3° Rechnungsnummer und -datum;

4° Angaben zum Vertrag und dessen Dauer (genaue Fristen für die Verträge auf bestimmte Dauer), und gegebenenfalls die Angabe, dass die Fakturierung auf der Grundlage des Sozialtarifs erfolgt;

5° die folgenden Angaben:

a) Art der Rechnung: Endabrechnung oder Schlussrechnung für jeden von der Rechnung betroffenen Energieträger;

b) Lieferanschrift;

c) Datum und Ende des von der Zählerablesung betroffenen Zeitraums; die Zählerstände, die diesem Zeitraum entsprechen, mit der Angabe, ob es sich um eingeschätzte Zählerstände handelt oder nicht, wenn die Information in Bezug auf die Einschätzung des Zählerstands vom Verteilernetzbetreiber mitgeteilt wurde; Verbrauch, ggf. unter Angabe des jeweiligen Zählverfahrens (Tag/Nacht, ausschließlich Nacht); die Anzahl Tage, die von der Zahlung abgedeckt werden; der Gesamtverbrauch je Energieträger;

6° Gesamtbetrag, der für den von der Zählerablesung betroffenen Zeitraum geschuldet wird, Gesamtbetrag der in Rechnung gestellten Anzahlungen, und noch zu zahlender oder zu erstattender Restbetrag;

7° Betrag der neuen Anzahlung, die in Rechnung gestellt wird, und nächste Fälligkeitsfrist für diese Anzahlung, außer wenn der Kunde um einen aktiven Budgetmesszähler verfügt;

8° Angaben zum Kundendienst des Versorgers, einschließlich der Rufnummer und E-Mail-Adresse;

9° Name und Rufnummer des Verteilernetzbetreibers, mit dem der Verbraucher im Falle einer Panne oder eines Gasgeruchs Kontakt aufnehmen kann;

10° ggf. Webseite der digitalen Kundenzone, wo dem Verbraucher weitere Auskünfte zu seinem Vertrag und seiner Rechnung zur Verfügung stehen, sowie der Vermerk, dass der Kunde bei seinem Versorger eine kostenlose Papierversion dieser Auskünfte beantragen kann.

Wenn der Sozialtarif in Bezug auf Absatz 2 Ziffer 4 nicht für den gesamten von der Rechnung gedeckten Zeitraum gültig ist, wird der genaue Zeitraum, für den dieser Sozialtarif gültig ist, in der Rechnung angegeben. Die Angaben zum Vertrag und dessen Dauer sind im Falle eines sozialen Versorgers nicht anwendbar.

In Bezug auf Absatz 2 Ziffer 6 werden in der Rechnung für jeden Betrag die folgenden Angaben angeführt:

1° der Betrag ohne MwSt., der Betrag der MwSt. und der Betrag mit MwSt.;

2° die äußerste Frist für die Zahlung oder Rückzahlung;

3° die Kontonummer, auf die die Zahlung oder Rückzahlung erfolgt;

4° die strukturierte Mitteilung, die bei der Zahlung anzugeben ist;

5° die Zahlungsmodalitäten: Überweisung oder Lastschriftauftrag.

Auf der Hinterseite des Blatts stehen mindestens die Rubriken in Bezug auf die folgenden Angaben:

1° die EAN-Nummer und die Zählernummer der Zugangsstelle;

2° die genaue Bezeichnung des Liefervertrags mit einem Bezug auf die digitale Kundenzone oder auf einen Anhang zur Rechnung, wo weitere Auskünfte verfügbar sind;

3° die Bezugsdaten des Ombudsdienstes in Sachen Energie, einschließlich der Anschrift, der Rufnummer, der Webseite und der E-Mail-Adresse;

4° die Beträge der nachstehenden Rechnungskomponenten:

a) Komponente Energie;

b) Komponente Verteilung;

c) Komponente Transport;

d) Komponente Steuern und Tarifaufschlag;

5° der Vermerk, dass es möglich ist, dass bestimmte bereits fakturierte Anzahlungen noch nicht gezahlt sind, außer für die Kunden, die über einen Budgetmesszähler verfügen;

6° eine vergleichende Übersicht des Gasverbrauchs des Kunden;

7° der Bezug auf die Webseite der Verwaltung, wo öffentliche Informationsquellen über die Umweltfolgen des Energieverbrauchs verfügbar sind;

8° unter Ausschluss der Kunden, deren Rechnungen zum Sozialtarif erstellt werden, die Webseite der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission ("CREG"), auf welcher der Verbraucher seinen Vertrag mit den Angeboten der verschiedenen Energieversorger vergleichen kann, sowie die Webseite des Tarifsimulators der CWaPE;

9° der Hinweis auf die Möglichkeit, bei Zahlungsschwierigkeiten das Öffentliche Sozialhilfzentrum oder Sozialhilfvereinigungen heranzuziehen.

In Bezug auf Absatz 5 Ziffer 4 wird für jede Komponente der Betrag ohne MwSt., der Betrag der MwSt. und der Betrag mit MwSt. angegeben.

In Bezug auf Absatz 5 Ziffer 6 enthält die vergleichende Übersicht mindestens die Daten betreffend die Periode, die Gegenstand der Abrechnung ist, sowie die auf Jahresbasis zusammengefassten Daten betreffend die zwei davorstehenden Perioden, sofern der Endverbraucher tatsächlich von diesem Versorger beliefert worden ist. Diese Übersicht kann in Form einer Graphik dargestellt werden."

**Art. 11** - Artikel 7bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 7bis - § 1. Auf einfache Anfrage kann jeder Haushaltskunde von seinem Versorger weitere Auskünfte über seine Rechnung erhalten. Der Kunde kann diese Informationen für die laufende Rechnung sowie für die künftigen Rechnungen verlangen. Sein Versorger schickt ihm kostenlos und binnen fünf Tagen ein Schreiben mit einem Anhang zu, der mindestens alle nachstehenden Angaben enthält:

1° die Anzahl der während der Periode, die Gegenstand der Abrechnung ist, verbrauchten kWh pro Produkt während der abgedeckten Periode, ggf. pro Zeiteinheit, wobei angegeben wird, ob sich diese Abrechnung aus einer Einschätzung ergibt oder nicht, wenn diese Information über die Einschätzung des Zählerstands vom Verteilernetzbetreiber mitgeteilt worden ist;

2° den Preis exkl. MwSt. des gelieferten kW / kWh pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist, ggf. pro Zeiteinheit;

3° den Wert der etwaigen Indexierungsparameter;

4° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Transportnetz, ohne MwSt.;

5° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Verteilernetz, ohne MwSt.;

6° den Betrag pro kWh und den Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Stromversorgung belasten, ohne MwSt.;;

7° den Gesamtpreis des kWh, einschließlich der unter Ziffer 2, 4, 5, 6° und 7 erwähnten Elemente, ohne MwSt.;;

8° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt. und mit MwSt.;

9° die Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

10° bei Kunden, die über einen Budgetmesszähler verfügen, die Tage, an denen dieser aufgeladen wurde, und die entsprechenden Beträge im Laufe der Periode;

11° die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer, sowie die Frist, innerhalb derer jeder vom Kunden gestellten Anfrage eine Antwort gegeben wird;

12° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail-Adresse der Abteilung des Gasversorgers, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie eines von der CWaPE ggf. nach Stellungnahme der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars;

13° die Kontaktdaten (Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Webseite) des Ombudsdienstes der CWaPE, der damit beauftragt ist, die Liste der Endverbraucherschutzverbände, Energieagenturen und ähnlichen Einrichtungen mitzuteilen, an die man sich richten kann, um Informationen über die Rechte der Verbraucher, die bestehenden Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz, die Endverbraucher-Vergleichsprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte zu erhalten;

14° ggf. die Angabe, dass die Fakturierung auf der Grundlage des Sozialtarifs erfolgt, sowie die Perioden, für welche der Sozialtarif anwendbar ist;

15° die Übersichtsbilanz im Sinne von Artikel 11.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 11 darf die Frist zehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird angegeben, ob die Anfrage berechtigt ist oder nicht, oder ob sie ggf. weiter untersucht wird, wobei die Frist präzisiert wird, innerhalb derer eine Antwort gegeben werden kann.

§ 2. Den vom sozialen Versorger erstellten Rechnungen wird systematisch der Anhang nach Paragraph 1 beigefügt."

**Art. 12** - In denselben Erlass wird ein Artikel 7ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7ter - Nach Absprache mit den Gasversorgern und Verteilernetzbetreibern kann die CWaPE dem Minister vorschlagen, die Angabe nach Artikel 7 Paragraph 4 Absatz 5 Ziffer 4 anzupassen."

**Art. 13** - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Mindestens einmal im Jahr erstellt der Versorger für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese Bilanz bietet dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs und übernimmt den Verbrauch der letzten zwölf Monate vor der Zählerablesung.”.

**Art. 14** - In Artikel 31 § 1 *bis* desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 werden die Wörter “Artikel 33 § 1 Ziffer 2 des Dekrets” jeweils durch “Artikel 33 § 1 Ziffer 2 und § 2 des Dekrets” ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 32 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: “2° die Möglichkeit, das Öffentliche Sozialhilfezentrum oder einen anerkannten Schuldvermittler einzuschalten, die Möglichkeit, bei Letzteren die kostenlose Einrichtung eines Budgetmesszählers zu beantragen, sowie die Kontaktdaten dieser Einrichtungen;”;

2° die Ziffer 3 wird gestrichen.

**Art. 16** - Artikel 34 § 1 erster Satz desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch folgenden Satz ersetzt: “Für einen Schuldbetrag von mindestens 100 Euro und entweder wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird, oder wenn er sich an einen zumutbaren Zahlungsplan oder an ein neues Fälligkeitsdatum nicht gehalten hat, sendet der Versorger gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes dem Netzbetreiber einen Antrag zur Installierung eines Budgetmesszählers bei dem Kunden zu”.

**Art. 17** - In Artikel 40 desselben Erlasses wird ein neuer Absatz 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: “Die Versorgung des mit einem Budgetmesszähler versehenen geschützten Kunden wird vom Verteilernetzbetreiber gewährleistet.”.

**Art. 18** - In Artikel 40*bis*/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2008 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Nach der in Artikel 30 genannten Mahnung kann der Kunde das Verfahren zur Installierung oder Aktivierung des Budgetmesszählers anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie anrufen.”

2° Absatz 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Binnen zehn Tagen nach dem Fälligkeitsdatum der in Artikel 30 genannten Mahnung kann der regionale Mediationsdienst für Energie das Verfahren zur Installierung des Budgetmesszählers aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes und dem ÖSHZ zu ermöglichen”.

**Art. 19** - In Artikel 40*quinqüies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2018, werden die Wörter “zehn Monate” durch die Wörter “dreizehn Monate” ersetzt.

**Art. 20** - Artikel 42 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 42 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermitteln die Gasversorger und die Netzbetreiber der CWaPE einen Bericht mit allen zusammengefassten Angaben, die zur Wahrnehmung der Aufgaben der Letztgenannten erforderlich sind. Die Liste und die Definition dieser Angaben sowie das Muster des zu benutzenden Berichts werden von der CWaPE nach Stellungnahme der Gasversorger und Netzbetreiber aufgestellt; sie werden den Gasversorgern und Netzbetreibern mindestens sechs Monate vor der äußersten Frist der Übergabe des Berichts durch Letztere übermittelt, es sei denn es ist zwischen der CWaPE und den Gasversorgern und Netzbetreibern eine andere Vereinbarung zustande gekommen. Hinsichtlich des Datenschutzes haftet die CWaPE für die von ihr im Rahmen der Durchführung ihrer Aufgaben verarbeiteten personenbezogenen Daten; sie kann diese Daten während höchstens 10 Jahren aufbewahren.”.

### KAPITEL III — Schlussbestimmungen

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 1, 2, 3, 4, 10, 11, 12 und 13, die am 1. Januar 2021 in Kraft treten.

**Art. 22** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Mai 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204754]

**2 MEI 2019. — Besluit van de Waalse tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 33 tot 34 bis, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en bij het decreet van 11 april 2014 en de artikelen 43 en 43*bis*;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 31*bis* tot 33*bis*, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt,

Gelet op het advies CD-19a17-CWaPE-1839 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), uitgebracht op 18 januari 2019;

Gelet op het rapport van 16 april 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 20 december 2012;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006  
betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt**

**Artikel 1.** Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 7. § 1. De facturen die betrekking hebben op periodieke voorschotten vermelden minstens de volgende gegevens:

1<sup>o</sup> het EAN-nummer van het toegangspunt;

2<sup>o</sup> de periode waarop de afrekening slaat;

3<sup>o</sup> de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;

4<sup>o</sup> het globale factuurbedrag, excl. BTW en incl. BTW;

5<sup>o</sup> behalve voor de afnemers die door een sociale leverancier worden aangeleverd, de kosten van de administratieve procedure bij laattijdige betaling, alsook de contactgegevens van de dienst geschillen;

6<sup>o</sup> het telefoonnummer van de dienst waarmee doorlopend contact kan worden opgenomen in geval van storing te wijten aan een technisch probleem op het netwerk;

7<sup>o</sup> de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd;

8<sup>o</sup> het telefoonnummer, het postadres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren;

9<sup>o</sup> de contactgegevens (adres, telefoonnummer, e-mail en website) van de bemiddelingsdienst van de CWaPE belast met het verstrekken van de lijst van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de rechten van de consumenten, over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur;

10<sup>o</sup> in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief.

De in het eerste lid, 7<sup>o</sup>, bedoelde termijn mag niet langer zijn dan vijftien dagen. In het met redenen omklede antwoord wordt vermeld of het verzoek al dan niet gegrond is of dat het verder wordt onderzocht, met vermelding van de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven.

§ 2. De leverancier stelt minstens één keer per jaar een regularisatiefactuur op voor elke residentiële eindafnemer. Deze factuur wordt opgesteld uiterlijk binnen zestig dagen na de uiterste datum voor de overdracht aan de leverancier van de gegevens m.b.t. de opmeting van de meters verricht door de netbeheerder en voorzien in het technisch reglement inzake het distributienetbeheer.

Voor de afnemers met een actieve budgetmeter is de distributienetbeheerder gehouden, in geval van geraamde indexen, om die aan te passen op basis van de laatste index die bekend is bij het opladen van de kaart van de budgetmeter.

In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het teveel geïnde bedrag geschieden binnen dertig dagen volgend op de datum van de regularisatiefactuur. Voor de afnemers met een budgetmeter, wordt de terugbetaling van het saldo op verzoek van de afnemer binnen dertig dagen na het verzoek uitgevoerd. Wanneer er een positief saldo bestaat boven een door de CWaPE ten gunste van de afnemer met een budgetmeter vastgesteld bedrag, is de leverancier verplicht zijn afnemer minstens één keer per jaar te informeren.

§ 3. Wanneer een eind wordt gemaakt aan het leveringscontract door één van de partijen, moet een eindfactuur worden opgemaakt door de leverancier binnen de zes weken nadat deze verandering plaatsgevonden heeft. In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden binnen dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur.

Indien bij het begin van het contract een bankgarantie of een andere zekerheid in de zin van artikel 6, derde lid, is gesteld door de afnemer en indien het geheel van de verbruiken door de afnemer is betaald bij het afsluiten van zijn contract, wordt bedoelde garantie vrijgemaakt binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de afsluitingsfactuur.

§ 4. De regularisatie- en eindfacturen voor residentiële afnemers zijn beperkt tot één recto/verso pagina en de informatie die ze bevatten is geordend per rubriek.

De voorzijde van de pagina moet ten minste de volgende gegevens bevatten:

- 1° de identificatie van de leverancier met vermelding van zijn adres en bedrijfsnummer;
- 2° de identificatie van de afnemer en zijn facturatieadres;
- 3° het nummer van de factuur en de datum ervan;
- 4° de identificatie van het contract en de duur ervan (voor de contracten voor onbepaalde duur aangevuld met de datum) en, in voorkomend geval, de vermelding dat de facturatie op basis van het sociaal tarief wordt vastgesteld;
- 5° de vermelding van de volgende gegevens:
  - a) het type factuur: regularisatie of einde van iedere energiedrager waarop de factuur betrekking heeft;
  - b) het leveringsadres;
  - c) de begin- en einddatum van de meetperiode, de indexen voor die meetperiode en of deze al dan niet worden geschat wanneer deze informatie over de geraamde aard van de index door de distributienetbeheerder is verstrekt, het verbruik, uitgesplitst, in voorkomend geval, naar meettype (dag/nacht, exclusief nacht), het aantal dagen dat door de meteropmeting wordt bestreken en het totale verbruik per energiedrager;
- 6° het totale bedrag verschuldigd voor de meetperiode, het totale bedrag van de gefactureerde voorschotten en het nog te betalen of terug te betalen saldo;
- 7° het bedrag van het nieuwe voorschot dat in rekening wordt gebracht en de volgende vervaldatum van dit voorschot, tenzij de afnemer een actieve budgetmeter heeft;
- 8° de contactgegevens van de klantendienst van de leverancier, met inbegrip van zijn telefoonnummer en e-mailadres;
- 9° de naam en het telefoonnummer van de distributienetbeheerder waarmee de gebruiker in geval van een gasstoring of -geur contact kan opnemen;
- 10° indien van toepassing, het internetadres van de digitale afnemerszone waar de gebruiker meer informatie over zijn contract en factuur kan vinden en de vermelding dat de afnemers bij zijn leverancier gratis een papieren versie van deze informatie kan aanvragen.

Met betrekking tot lid 2, 4°, wordt, indien het sociaal tarief niet geldig is voor de volledige periode waarop de factuur betrekking heeft, op de factuur de exacte periode vermeld waarvoor dit tarief geldt. De verwijzing naar de identificatie van het contract en de duur ervan is niet van toepassing in het geval van een sociale leverancier.

Met betrekking tot lid 2, 6°, vermeldt de factuur voor elk bedrag:

- 1° het bedrag exclusief btw, het bedrag van de btw en het bedrag inclusief btw;
- 2° de uiterste datum voor de betaling of terugbetaling;
- 3° het rekeningnummer waarop de betaling of terugbetaling is verricht;
- 4° de gestructureerde mededeling die ter betaling moet worden aangegeven;
- 5° de betalingsmodaliteiten: overschrijving of domiciliëring.

De voorzijde van de pagina moet ten minste de volgende gegevens bevatten:

- 1° het EAN-nummer en het nummer van de meter van het toegangspunt;
- 2° de exacte naam van het leveringscontract met een verwijzing naar de digitale afnemerszone of naar een bijlage bij de factuur voor meer informatie;
- 3° de contactgegevens van de energiebemiddelingsdienst, met inbegrip van adres, telefoonnummer, website en e-mailadres;
- 4° de bedragen van de volgende elementen van de factuur:
  - a) de energiecomponent;
  - b) de distributiecomponent;
  - c) de vervoerscomponent;
  - d) het belasting- en toeslagcomponent;
- 5° de vermelding dat het mogelijk is dat bepaalde reeds gefactureerde voorschotten nog niet betaald zijn, behalve voor afnemers met een budgetmeter;
- 6° de primaire energiebronnen die jaarlijks voor de productie van de geleverde elektriciteit worden gebruikt, in de vorm van een grafiek of een percentage per product waarop het leveringscontract betrekking heeft en voor de volledige levering van de leverancier;
- 7° een vergelijkend overzicht van het verbruik van de afnemer;
- 8° de verwijzing naar de website van de Administratie waarbij openbare informatiebronnen over de milieugevolgen van energie kunnen worden verkregen;
- 9° behalve voor afnemers die tegen het sociale tarief worden gefactureerd, het internetadres van de pagina van de CREG-website waarop de consument zijn contract kan vergelijken met de aanbiedingen van de verschillende energieleveranciers, alsook het internetadres van de CWaPE-tariefsimulator;
- 10° de mogelijkheid om in geval van betalingsmoeilijkheden een beroep te doen op het OCMW of op sociale verenigingen.

Met betrekking tot punt 5, 4°, wordt voor elk bestanddeel het bedrag exclusief btw, het bedrag van de btw en het bedrag inclusief btw gespecificeerd.

Met betrekking tot lid 5, 7°, bevat het vergelijkend overzicht ten minste de gegevens voor de afgetrokken periode en de twee voorgaande periodes, voor zover de eindafnemer daadwerkelijk door die leverancier is geleverd, samengevoegd op jaarbasis. Dit overzicht kan in grafische vorm worden gepresenteerd”.

**Art. 2.** Artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 7bis. § 1. Op eenvoudig verzoek kan elke residentiële afnemer bij zijn leverancier meer informatie krijgen op zijn factuur. De afnemer kan deze informatie opvragen voor de huidige en toekomstige facturen. Zijn leverancier zendt hem kosteloos en binnen vijf dagen een brief met een bijlage met ten minste alle volgende informatie:

1° het aantal kWh dat is verbruikt gedurende de periode waarop de afrekening betrekking heeft, met vermelding of er al dan niet een raming is gemaakt wanneer deze informatie met betrekking tot de geraamde aard van de index is verstrekt door de distributiesysteembeheerder, per product dat onder het leveringscontract valt, gedurende de periode waarop het leveringscontract betrekking heeft, indien van toepassing, per uurschijf;

2° de prijs, exclusief BTW, per geleverde kW/kWh, per product dat onder het leveringscontract valt, in voorkomend geval per uurschijf;

3° de waarde van de eventuele indexeringsparameters;

4° de kosten per kWh en het totale tarief voor toegang tot het vervoersnet, exclusief BTW;

5° de kosten per kWh en het totale tarief voor toegang tot het distributienet, exclusief BTW;

6° de kosten per kWh en, in voorkomend geval, de gefactureerde totale kosten voor de groene certificaten, exclusief BTW;

7° het bedrag per kWh en het totale bedrag van elke van de federale en gewestelijke heffingen, toeslagen en bijdragen op de prijs van de levering, exclusief BTW;

8° de totaalprijs per kWh die de elementen bedoeld in 2°, 4°, 5°, 6° en 7° omvat, exclusief BTW;

9° het globale factuurbedrag, excl. BTW en incl. BTW;

10° de contactgegevens van de dienst "geschillen";

11° voor de afnemers met een actieve budgetmeter, de datum van de ladingen en de in de loop van de periode opgeladen bedragen;

12° de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd;

13° het telefoonnummer, het postadres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren, of bij gebreke daarvan, dat opgemaakt door de CWaPE;

14° de contactgegevens (adres, telefoonnummer, e-mail en website) van de bemiddelingsdienst van de CWaPE belast met het verstrekken van de lijst van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de rechten van de consumenten, over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur;

15° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief alsook de periodes waarvoor het sociaal tarief van toepassing is;

16° de in artikel 11 bedoelde samenvattende balans.

Met betrekking tot het eerste lid, 6°, wordt de prijs specifiek geïdentificeerd en mag in geen geval in de post taksen en heffingen ingeschreven worden.

Met betrekking tot het eerste lid, 12°, mag de termijn niet langer zijn dan tien dagen. In het met redenen omklede antwoord wordt vermeld of het verzoek al dan niet gegrond is of dat het verder wordt onderzocht, met vermelding van de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven.

§ 2. De door de sociale leverancier opgestelde facturen gaan systematisch vergezeld van de in § 1 bedoelde bijlage."

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 7ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7ter. Na overleg met de leveranciers en beheerders van het distributienet kan de CWaPE aan de Minister voorstellen om de in artikel 7, § 4, vijfde lid, 4°, bedoelde vermelding aan te passen."

**Art. 4.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door wat volgt:

"§ 1. De leverancier stelt minstens één keer per jaar een samenvattende balans op voor elke residentiële eindafnemer. Deze balans dient om de afnemer een middel te verschaffen voor de analyse van het energieverbruik en vermeldt het verbruik van de twaalf maanden vóór de opmeting."

**Art. 5.** In artikel 27, § 2bis, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de woorden "en § 2" telkens ingevoegd tussen de woorden "artikel 33, § 1, 2<sup>o</sup>" en de woorden "van het decreet".

**Art. 6.** In artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt vervangen als volgt: "2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, de mogelijkheid om hen te vragen gratis een budgetmeter te plaatsen alsook het adres en verdere gegevens betreffende deze instellingen;"

2° punt 3° wordt geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 31, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 wordt de eerste zin vervangen als volgt: "Voor een schuld van minstens 100 euro en hetzij als een afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, hetzij als hij een redelijk betalingsplan of de betaling van een nieuwe vervaldatum niet in acht heeft genomen, richt de leverancier aan de netbeheerder een verzoek tot plaatsing van een budgetmeter bij bedoelde afnemer, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling."

**Art. 8.** In artikel 37ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Binnen tien dagen na" vervangen door de woorden "Ten gevolge van";



2° het derde lid wordt vervangen als volgt: "Binnen tien dagen na de in artikel 30 bedoelde ingebrekestelling kan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter opschorten om, desgevallend, in overleg met de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken."

**Art. 9.** Artikel 43 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 februari 2008 en 19 juli 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 43. De leveranciers en de netbeheerders bezorgen de "CWAPE" jaarlijks vóór 31 maart een verslag met de volgende geaggregeerde gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de CWAPE. De lijst en definitie van deze gegevens, alsmede het te gebruiken verslagmodel, worden door de CWAPE vastgesteld na overleg met de leveranciers en netbeheerders en worden ten minste zes maanden voor de uiterste datum voor de indiening van het verslag door hen aan de leveranciers en netbeheerders meegedeeld, tenzij anders overeengekomen tussen de CWAPE en de leveranciers en netbeheerders met betrekking tot de termijn. Met betrekking tot gegevensbescherming is de CWAPE verantwoordelijk voor de persoonsgegevens die zij bij de uitvoering van haar taken verwerkt en mag zij deze maximaal 10 jaar bewaren."

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt**

**Art. 10.** Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, wordt vervangen als volgt:

" § 1. De facturen die betrekking hebben op periodieke voorschotten vermelden minstens de volgende gegevens:

1° het EAN-nummer van het toegangspunt;

2° de periode waarop de afrekening slaat;

3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;

4° het globale factuurbedrag, excl. BTW en incl. BTW;

5° behalve voor de klanten die door een sociale leverancier worden aangeleverd, de kosten van de administratieve procedure bij laattijdige betaling, alsook de contactgegevens van de dienst geschillen;

6° het telefoonnummer van de dienst waarmee doorlopend contact kan worden opgenomen in geval van storing te wijten aan een technisch probleem op het netwerk;

7° de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd;

8° het telefoonnummer, het postadres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier opgesteld door de CWAPE na raadpleging van de regionale regulatoren;

9° de contactgegevens (adres, telefoonnummer, e-mail en website) van de bemiddelingsdienst van de CWAPE belast met het verstrekken van de lijst van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de rechten van de consumenten, over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur;

10° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief.

De in het eerste lid, 7°, bedoelde termijn mag niet langer zijn dan vijftien dagen. In het met redenen omklede antwoord wordt vermeld of het verzoek al dan niet gegrond is of dat het verder wordt onderzocht, met vermelding van de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven.

§ 2. De leverancier stelt minstens één keer per jaar een regularisatiefactuur op voor elke residentiële eindafnemer. Deze factuur wordt opgesteld uiterlijk binnen zestig dagen na de uiterste datum voor de overdracht aan de leverancier van de gegevens m.b.t. de opmeting van de meters verricht door de netbeheerder en voorzien in het technisch reglement inzake het distributienetbeheer.

Voor de afnemers met een actieve budgetmeter is de netbeheerder gehouden, in geval van geraamde indexen, om die aan te passen op basis van de laatste index die bekend is bij het opladen van de kaart van de budgetmeter.

In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de regularisatiefactuur. Voor de afnemers met een budgetmeter, wordt de terugbetaling van het saldo op verzoek van de afnemer binnen dertig dagen na het verzoek uitgevoerd. Wanneer er een positief saldo bestaat boven een door de CWAPE ten gunste van de afnemer met een budgetmeter vastgesteld bedrag, is de leverancier verplicht zijn afnemer minstens één keer per jaar te informeren.

§ 3. Wanneer een eind wordt gemaakt aan het leveringscontract door één van de partijen, moet een eindfactuur worden opgemaakt door de leverancier binnen de zes weken nadat deze verandering plaatsgevonden heeft. In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden binnen dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur.

Indien bij het begin van het contract een bankgarantie of een andere zekerheid in de zin van artikel 6, derde lid, is gesteld door de afnemer en indien het geheel van de verbruiken door de afnemer is betaald bij het afsluiten van zijn contract, wordt bedoelde garantie vrijgemaakt binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de afsluitingsfactuur.

§ 4. De regularisatie- en eindfacturen voor residentiële afnemers zijn beperkt tot één recto/verso pagina en de informatie die ze bevatten is geordend per rubriek.

De voorzijde van de pagina moet ten minste de volgende gegevens bevatten:

1° de identificatie van de leverancier met vermelding van zijn adres en bedrijfsnummer;

2° de identificatie van de afnemer en zijn facturatieadres;

3° het nummer van de factuur en de datum ervan;

4° de identificatie van het contract en de duur ervan (voor de contracten voor onbepaalde duur aangevuld met de datum) en, in voorkomend geval, de vermelding dat de facturatie op basis van het sociaal tarief wordt vastgesteld;

5° de vermelding van de volgende gegevens:

a) het type factuur: regularisatie of einde van iedere energiedrager waarop de factuur betrekking heeft;

b) het leveringsadres;

c) de begin- en einddatum van de meetperiode, de indexen voor die opmetingsperiode en of deze al dan niet worden geschat wanneer deze informatie over de geraamde aard van de index door de distributienetbeheerder is verstrekt, het verbruik, uitgesplitst, in voorkomend geval, naar meettype (dag/nacht, exclusief nacht), het aantal dagen dat door de opmeting wordt bestreken en het totale verbruik per energiedrager;

6° het totale bedrag verschuldigd voor de meetperiode, het totale bedrag van de gefactureerde voorschotten en het nog te betalen of terug te betalen saldo;

7° het bedrag van het nieuwe voorschot dat in rekening wordt gebracht en de volgende vervaldatum van dit voorschot, tenzij de afnemer een actieve budgetmeter heeft;

8° de contactgegevens van de klantendienst van de leverancier, met inbegrip van zijn telefoonnummer en e-mailadres;

9° de naam en het telefoonnummer van de distributienetbeheerder waarmee de verbruiker in geval van een gasstoring of -geur contact kan opnemen;

10° indien van toepassing, het internetadres van de digitale afnemerszone waar de verbruiker meer informatie over zijn contract en factuur kan vinden en de vermelding dat de afnemers bij zijn leverancier gratis een papieren versie van deze informatie kan aanvragen.

Met betrekking tot lid 2, 4°, wordt, indien het sociaal tarief niet geldig is voor de volledige periode waarop de factuur betrekking heeft, op de factuur de exacte periode vermeld waarvoor dit tarief geldt. De verwijzing naar de identificatie van het contract en de duur ervan is niet van toepassing in het geval van een sociale leverancier.

Met betrekking tot lid 2, 6°, vermeldt de factuur voor elk bedrag:

1° het bedrag exclusief btw, het bedrag van de btw en het bedrag inclusief btw;

2° de uiterste datum voor de betaling of terugbetaling;

3° het rekeningnummer waarop de betaling of terugbetaling is verricht;

4° de gestructureerde mededeling die ter betaling moet worden aangegeven;

5° de betalingsmodaliteiten: overschrijving of domiciliëring.

De voorzijde van de pagina moet ten minste de volgende gegevens bevatten:

1° het EAN-nummer en het nummer van de meter van het toegangspunt;

2° de exacte naam van het leveringscontract met een verwijzing naar de digitale afnemerszone of naar een bijlage bij de factuur voor meer informatie;

3° de contactgegevens van de energiebemiddelingsdienst, met inbegrip van adres, telefoonnummer, website en e-mailadres;

4° de bedragen van de volgende elementen van de factuur:

a) de energiecomponent;

b) de distributiecomponent;

c) de vervoerscomponent;

d) het belasting- en toeslagcomponent;

5° de vermelding dat het mogelijk is dat bepaalde reeds gefactureerde voorschotten nog niet betaald zijn, behalve voor afnemers met een budgetmeter;

6° een vergelijkend overzicht van het verbruik van de afnemer;

7° de verwijzing naar de website van de Administratie waarbij openbare informatiebronnen over de milieugevolgen van energie kunnen worden verkregen;

8° behalve voor afnemers die tegen het sociale tarief worden gefactureerd, het internetadres van de pagina van de CREG-website waarop de consument zijn contract kan vergelijken met de aanbiedingen van de verschillende energieleveranciers, alsook het internetadres van de CWaPE-tariefsimulator;

9° de mogelijkheid om in geval van betalingsmoeilijkheden een beroep te doen op het OCMW of op sociale verenigingen.

Met betrekking tot punt 5, 4°, wordt voor elk bestanddeel het bedrag exclusief btw, het bedrag van de btw en het bedrag inclusief btw gespecificeerd.

Met betrekking tot lid 5, 6°, bevat het vergelijkend overzicht ten minste de gegevens voor de afgetrokken periode en de twee voorgaande periodes, voor zover de eindafnemer daadwerkelijk door die leverancier is geleverd, samengevoegd op jaarbasis. Dit overzicht kan in grafische vorm worden gepresenteerd”.

**Art. 11.** Artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, wordt vervangen als volgt:

”Art. 7bis. § 1. Op eenvoudig verzoek kan elke residentiële afnemer bij zijn leverancier meer informatie krijgen op zijn factuur. De afnemer kan deze informatie opvragen voor de huidige en toekomstige facturen. Zijn leverancier zendt hem kosteloos en binnen vijf dagen een brief met een bijlage met ten minste alle volgende informatie:

1° het aantal kWh dat is verbruikt gedurende de periode waarop de afrekening betrekking heeft, met vermelding of er al dan niet een raming is gemaakt wanneer deze informatie met betrekking tot de geraamde aard van de index is verstrekt door de distributiesysteembeheerder, per product dat onder het leveringscontract valt, gedurende de periode waarop het leveringscontract betrekking heeft, indien van toepassing, per uurschijf;

2° de prijs, exclusief BTW, per geleverde kW/kWh, per product dat onder het leveringscontract valt, in voorkomend geval per uurschijf;

3° de waarde van de eventuele indexeringsparameters;

4° de kosten per kWh en het totale tarief voor toegang tot het vervoersnet, exclusief BTW.

5° de kosten per kWh en het totale tarief voor toegang tot het distributienet, exclusief BTW;

6° het bedrag per kWh en het totale bedrag van elk van de federale en gewestelijke rechten, toeslagen en bijdragen op de prijs van de levering, exclusief BTW;

7° de totaalprijs per kWh die de elementen bedoeld in 2°, 4°, 5°, 6° en 7° omvat, exclusief BTW;

8° het globale factuurbedrag, excl. BTW en incl. BTW;

9° de contactgegevens van de dienst "geschillen";

10° voor de afnemers met een actieve budgetmeter, de datum van de ladingen en de in de loop van de periode opgeladen bedragen;

11° de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd;

12° het telefoonnummer, het postadres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren, of bij gebreke daarvan, dat opgemaakt door de CWaPE;

13° de contactgegevens (adres, telefoonnummer, e-mail en website) van de bemiddelingsdienst van de CWaPE belast met het verstrekken van de lijst van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de rechten van de consumenten, over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur;

14° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief alsook de periodes waarvoor het sociaal tarief van toepassing is;

15° de in artikel 11 bedoelde samenvattende balans.

Met betrekking tot het eerste lid, 12°, mag de termijn niet langer zijn dan tien dagen. In het met redenen omklede antwoord wordt vermeld of het verzoek al dan niet gegrond is of dat het verder wordt onderzocht, met vermelding van de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven.

§ 2. De door de sociale leverancier opgestelde facturen gaan systematisch vergezeld van de in § 1 bedoelde bijlage."

**Art. 12.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 7ter, luidend als volgt:

"Art. 7ter. Na overleg met de leveranciers en beheerders van het distributienet kan de CWaPE aan de Minister voorstellen om de in artikel 7, § 4, vijfde lid, 4°, bedoelde vermelding aan te passen."

**Art. 13.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door wat volgt:

" § 1. De leverancier stelt minstens één keer per jaar een samenvattende balans op voor elke residentiële eindafnemer. Deze balans dient om de afnemer een middel te verschaffen voor de analyse van het energieverbruik en vermeldt het verbruik van de twaalf maanden vóór de opmeting."

**Art. 14.** In artikel 31, § 1bis, van hetzelfde besluit, worden de woorden "en § 2" telkens ingevoegd tussen de woorden "artikel 31, § 1, 2°" en de woorden "van het decreet".

**Art. 15.** In artikel 32, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt vervangen als volgt: "2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, de mogelijkheid om hen te vragen gratis een budgetmeter te plaatsen alsook het adres en verdere gegevens betreffende deze instellingen;";

2° punt 3° wordt geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 wordt de eerste zin vervangen als volgt: "Voor een schuld van minstens 100 euro en hetzij als een afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, hetzij als hij een redelijk betalingsplan of de betaling van een nieuwe vervaldatum niet in acht heeft genomen, richt de leverancier aan de netbeheerder een verzoek tot plaatsing van een budgetmeter bij bedoelde afnemer, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling."

**Art. 17.** In artikel 40 van hetzelfde besluit wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt: "De levering van de beschermde afnemer met een budgetmeter wordt gewaarborgd door de distributienetbeheerder van de afnemer."

**Art. 18.** In artikel 40bis/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Binnen tien dagen na" vervangen door de woorden "Ten gevolge van";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt: "Binnen tien dagen na de in artikel 30 bedoelde ingebrekestelling kan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter opschorten om, desgevallend, in overleg met de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken."

**Art. 19.** In artikel 40quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018, worden de woorden "tien maanden" vervangen door de woorden "dertien maanden".

**Art. 20.** Artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt vervangen als volgt :

“Art. 42. De leveranciers en de netbeheerders bezorgen de “CWAPE” jaarlijks vóór 31 maart een verslag met de volgende geaggregeerde gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de CWAPE. De lijst en definitie van deze gegevens, alsmede het te gebruiken verslagmodel, worden door de CWAPE vastgesteld na overleg met de leveranciers en netbeheerders en worden ten minste zes maanden voor de uiterste datum voor de indiening van het verslag door hen aan de leveranciers en netbeheerders meegedeeld, tenzij anders overeengekomen tussen de CWAPE en de leveranciers en netbeheerders met betrekking tot de termijn. Met betrekking tot gegevensbescherming is de CWAPE verantwoordelijk voor de persoonsgegevens die zij bij de uitvoering van haar taken verwerkt en mag zij deze maximaal 10 jaar bewaren.”.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 3, 4, 10, 11, 12 en 13 die op 1 januari 2021 in werking treden.

**Art. 22.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 2 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

---

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204770]

**28 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013 chargeant SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site « Cour aux marchandises de Bressoux » à Liège**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, ses articles 39 et 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 dans laquelle il définit les missions spécifiques de SPAQuE;

Vu le contrat de gestion signé entre le Gouvernement wallon et SPAQuE en date du 13 juillet 2007 prorogé en date du 5 septembre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013 chargeant SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site « Cour aux marchandises SNCB de Bressoux » à Liège.

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 mai 2015 d'approuver la sélection du projet « Liège-Expo Assainissement » du Portefeuille « Liège, Ville en Transition » dans le cadre de la programmation 2014-2020 des Fonds structurels européens;

Considérant que le périmètre fixé par la décision du Gouvernement wallon du 21 mai 2015 comprend des parcelles non visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013 chargeant SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site « Cour aux marchandises SNCB de Bressoux » à Liège;

Considérant que les investigations sur ces parcelles ont mis en évidence, selon une affectation de type IV, des dépassements de valeurs seuils et d'intervention en métaux lourds (As, Cd, Cu, Pb et Zn) et en HAP;

Considérant que le site présente par conséquent un caractère gravement pollué, constituant un risque pour l'environnement et/ou la santé humaine et imposant d'intervenir prioritairement;

Considérant que le principe général de précaution impose d'intervenir dans les meilleurs délais afin d'éviter que ne perdurent les risques pour l'environnement et/ou la santé humaine;

Considérant que l'article 43, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets impose au Gouvernement wallon, lorsque la présence de déchets risque de constituer une menace grave pour l'homme ou pour l'environnement, de prendre toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier;

Considérant que le projet consiste en l'assainissement du site aux fins de permettre l'aménagement du nouveau Hall des foires (Foire internationale de Liège) permettant d'accueillir les foires salons et expositions au service des Liégeois et des visiteurs étrangers et contribuer au rayonnement de la Ville de Liège; qu'il s'agit donc d'un projet public;

Considérant que le site appartenait à la SNCB, qu'il a été cédé pour l'euro symbolique à la SPAQuE;

Considérant qu'il s'agit de l'ancienne cour aux marchandises de la SNCB, ayant connu un usage industriel pendant plusieurs décennies, que l'analyse des pollutions du site montre qu'il a été remblayé sur une épaisseur de quatre mètres par des scories, cendrées, briquillons, et remblais de terril d'exploitation de charbonnages; que dans la zone d'intervention, on retrouve des dépôts de gaz propane, dépôt de ferrailles et hangars de stockage et de séchage à bois;

Considérant qu'il est impossible d'identifier avec précision l'auteur des remblais et retracer l'origine exacte de ceux-ci; que dans le remblai, les difficultés de dater les différentes pollutions ont pour conséquence que les auteur(s) présumé(s) ne peuvent donc être aisément identifiables;

Considérant, quant à la part des pollutions générées par la SNCB, qu'il est difficile de quantifier cette contribution d'une part, et qu'il y a lieu de noter qu'il s'agit d'une personne publique ayant mené sur le bien des activités de service public ayant causé des pollutions, d'autre part. Considérant que, par ailleurs, cette personne publique a cédé le bien pour l'euro symbolique compte tenu de son état de pollution du terrain à usage industriel;

Considérant dès lors que, l'attribution d'un portefeuille FEDER ne constitue pas une aide d'Etat et respecte le principe pollueur-payeur;